Le témoignage de jacques Foccart

Son apport dans l'historiographie africaine

Pierre Kipré

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/452>

DOI : 10.4000/ccrh.452

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2002

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Pierre Kipré, « Le témoignage de jacques Foccart », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 30 | 2002, mis en ligne le 22 novembre 2008, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/452> ; DOI : 10.4000/ccrh.452

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Le témoignage de Jacques Foccart

Son apport dans l'historiographie africaine

Pierre Kipré

- 1 Une autobiographie en deux volumes¹ et un journal en cinq volumes² tenu régulièrement sur la période 1965-1974 ; telle est la forme, somme toute impressionnante, du témoignage de Jacques Foccart. L'homme a réuni sur lui, notamment dans les milieux intellectuels africains des premières décennies de nos États africains, plus de propos hostiles et de jugements négatifs que la plupart des hommes politiques français. Sa position dans le dispositif des relations franco-africaines, la discrétion de l'homme et, semble-t-il, un certain goût du secret expliquent ce mythe de « l'homme de l'ombre » du néocolonialisme français.
- 2 Les titres donnés aux ouvrages renvoient à deux images contrastées. L'une, au-delà de l'effet médiatique recherché par l'éditeur (*Foccart parle* pour l'autobiographie), est l'image d'un plaidoyer de l'homme sur son action réelle dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique. L'autre image signifie que, à propos de l'Afrique, continent de la parole, « parler » c'est s'inscrire dans cette logique de la culture de la parole qui libère chacun de ses doutes, de ses peurs, de ses souvenirs et de ses espoirs. Et Foccart « parle » pour dire sa part de vérité sur l'évolution de l'Afrique politique, de l'Afrique des classes dirigeantes. Il la connaît mieux que l'Afrique des peuples, celle des statistiques économiques et financières, le continent de la misère du petit paysan ou du citoyen moyen, celui des droits de l'homme longtemps mis en pointillés. Il est ici un « maître de la parole » pour l'histoire politique des nouveaux États africains nés de la colonisation française.
- 3 Mais ce n'est ici qu'un témoignage parmi tant d'autres que continuent de nous livrer certains de ses compatriotes de la même génération ; eux aussi ont été témoins et/ou acteurs de ces faits. Foccart a cependant sur eux l'avantage d'avoir été à la fois observateur attentif (il a fait beaucoup de voyages en Afrique), acteur de premier plan (conseiller de l'Union française, conseiller technique du général de Gaulle, secrétaire général aux Affaires africaines) et « maître de cérémonies » auprès de trois chefs d'État français pendant plusieurs années (le général de Gaulle de 1960 à 1969, Georges Pompidou de 1969 à 1974, Jacques Chirac de 1986 à 1988). Des observateurs de la vie politique africaine³ ou des présidents⁴, des anciens Premiers ministres⁵ ou des ministres⁶, d'anciens

ambassadeurs dans les nouveaux États ou/et d'anciens administrateurs des colonies, tous responsables, à différents niveaux, de la conception et de la gestion de la politique française en Afrique ont écrit sur des liens tissés par moins d'un siècle de relations franco-africaines. Mais ils n'ont pas cette triple position de Jacques Foccart, dont ce dernier tire un témoignage intéressant à plus d'un titre dans l'historiographie africaine.

- 4 D'abord, sur le plan formel, les ouvrages de Jacques Foccart permettent de dater précisément certains faits de l'histoire africaine contemporaine, si peu riche en sources écrites dans nos archives. Le *Journal de l'Élysée* fourmille d'anecdotes, de récits, même de faits divers (mariages, maladies, scènes de ménage, rencontres et missions secrètes, etc.) ; ils permettent, à ceux que ce genre pourrait intéresser, de dresser ou de compléter le portrait de plusieurs acteurs de cette politique, surtout celui des « princes » africains qui nous ont gouvernés jusqu'à la fin des années 1980. Sous cet angle, par exemple, le portrait que Pierre Messmer dresse de Félix Houphouët-Boigny⁷ et celui que nous donne à voir Foccart du même personnage se complètent admirablement, même si on perçoit plus de sympathie chez le second⁸. Ce n'est pas l'hagiographie à la manière du gouverneur Paul-Henri Siriex⁹ ; c'est le portrait d'un homme politique, qui veut tirer le meilleur parti de ses relations personnelles dans un milieu qu'il connaît bien¹⁰ pour exercer le pouvoir dans son pays. Chez Pierre Messmer pointe visiblement le regard de l'ancien gouverneur, qui a eu à pratiquer le personnage dans son milieu et qui se méfie toujours de l'habileté manœuvrière du président ivoirien, en politique comme dans ses relations.
- 5 Sur le fond ensuite, le témoignage de Jacques Foccart laisse supposer que le concepteur véritable des lignes de force de la politique africaine de la France est le général de Gaulle. Pourtant, les tentatives d'infléchissement n'ont pas manqué¹¹. Et aujourd'hui, si la dynamique de la construction européenne et de son élargissement, l'attraction des marchés « émergents » de l'Europe de l'Est et de l'Asie orientale, ont fini par donner le sentiment d'un certain « abandon » français de l'Afrique depuis les années 1990, pour Jacques Foccart, les successeurs du Général, même le président François Mitterrand, s'inscrivent dans le même schéma gaullien, chacun selon son style ou selon la conjoncture. Ce qui est presque une doctrine pourrait ainsi se résumer : grande puissance, c'est d'abord à travers ses rapports avec l'Afrique que la France veut faire respecter le poids de ses intérêts nationaux, poursuivre la vieille rivalité entre puissances occidentales avec des moyens nouveaux, ou entre l'Occident et le monde communiste, contenir les velléités de ses rivaux, y compris les États-Unis et de nouveaux riches comme la Libye, en y jouant « les gendarmes » pour contenir ou annihiler les velléités de soulèvements populaires ou de coups d'État. Mais c'est aussi en Afrique qu'elle veut faire la preuve de sa sollicitude à l'égard de tous ces jeunes États, fragiles dans les rapports internationaux de l'après-Deuxième Guerre mondiale, soucieux d'obtenir tous les concours pour leur développement.
- 6 Au passage, et pour respecter la souveraineté de ces États qu'elle-même a forgée, lorsqu'elle n'assiste pas les chefs d'État, la France de Jacques Foccart garde longtemps le silence sur les graves manquements aux règles élémentaires de la démocratie, sur la violation permanente des droits de l'homme. Elle plaide avec véhémence pour l'aide au développement ; mais dans l'arrière-boutique, elle se tait sur le gaspillage des ressources financières du jeune État ; une manière comme une autre de le tenir en le gardant sous perfusion. Du général de Gaulle comme de Georges Pompidou, Jacques Foccart nous dit qu'ils étaient effarés par les dépenses inutiles des chefs d'État africains ; mais jamais il ne nous dit les dispositions prises pour conditionner l'aide française à sa bonne gestion par

ses interlocuteurs Africains. Bien au contraire ; l'Élysée ne se lasse pas de leur faire des cadeaux et d'accéder à des demandes fantaisistes, comme, par exemple, ces sept Mirage que le président Omar Bongo souhaite obtenir de Georges Pompidou en 1973 pour son armée de l'air ; ou bien cet hélicoptère Alouette que David Dacko demande à de Gaulle de lui offrir en 1965.

- 7 Le témoignage de Jacques Foccart sur la politique de présence et d'intervention militaire montre que celle-ci est sélective ; elle colle surtout à la géographie des intérêts économiques et stratégiques dominants de la France d'alors (Côte d'Ivoire, Sénégal, Gabon, Tchad en particulier) ; car depuis 1965, il est question de réduire la présence militaire française dans les ex-colonies, même si, comme le dit crûment Foccart,

[...] ce n'est pas que la troupe française empêche un coup d'État par la force, mais psychologiquement, elle calme les ardeurs et les appétits de certains officiers et, reprenant à son compte une idée de Jean-François Deniau, à partir du moment où il n'y aura plus de troupes françaises au Sénégal, la chasse sera ouverte¹².

On comprend donc que la France s'accommode facilement de la vague des coups d'État militaires (quand elle n'en « encourage » pas, parfois). Les chefs d'État français suivent avec un certain agacement les péripéties des « susceptibilités » de certains présidents africains et les « chamailleries » locales, comme dirait le général de Gaulle. La France se tait devant les élections truquées ; et Foccart nous dit préparer des télégrammes de félicitations à des chefs d'État avant même la proclamation des résultats. Elle se tait devant la personnalisation du pouvoir d'État en Afrique, interprétation tropicale du régime présidentiel¹³. On n'hésite pas à rappeler vigoureusement à l'ordre les intellectuels, même Français, comme des chercheurs de l'ex-ORSTOM ou des enseignants coopérants, accusés de subversion à cause de la liberté de ton de leurs analyses sur la situation en Afrique :

À partir du moment où on laisse des scientifiques, surtout des sociologues, [...] dans un coin, à demander aux gens s'ils sont heureux [...] il est inévitable qu'on arrive à créer un esprit de conjuration, de complot,

écrit Foccart¹⁴.

- 8 Les interventions militaires sont passées presque sous silence, sauf au Tchad (1968-1972). Il faut chercher ailleurs l'exposé de la politique française sur la question¹⁵.
- 9 Par ailleurs, on note que la France n'est pas contre les regroupements régionaux :
- Nous pourrions [ainsi] continuer à les aider en bloc ; par contre s'ils continuent à se chamailler, à se diviser, eh bien ! nous les laisserons tomber, aurait dit le Général en février 1965, au moment où se prépare la future OCAM¹⁶.
- 10 On note ainsi les mêmes encouragements au regroupement des pays « francophones » face aux « anglophones » sous Pompidou, mais à condition qu'il s'agisse de regroupements bien contrôlés par la France, même avec des pays n'ayant pas appartenu à son ancien empire colonial (le Congo de Mobutu). Est-ce la même attitude encore aujourd'hui, face aux tentatives d'intégration sous-régionale ? Les réactions françaises à l'esquisse de réforme monétaire du franc CFA et à l'aménagement de la coopération franco-africaine, préconisée par le président Diori en septembre 1973¹⁷, laissent penser que ce qui compte d'abord, c'est la défense des intérêts français, même face à de faibles États ; ce qui est normal, les États n'ayant pas d'amis mais des intérêts convergents ou divergents :

J'ai fait ce que j'avais à faire pour mon pays, en conscience et avec le maximum d'efficacité.

peut ainsi écrire Jacques Foccart¹⁸.

- 11 Témoignage sur la continuité (ou la longévité) d'une politique française en Afrique pendant plus de quinze ans, ces ouvrages ne nous montrent pas un système « maffieux » comme, de l'extérieur, nous pouvions le croire. Cette politique, avec des adaptations continues, est même arrimée aux évolutions de la politique intérieure française, surtout que ce sont les impasses de la politique coloniale (les affaires d'Algérie) qui ramènent le général de Gaulle au pouvoir en 1958. Tout au plus, et c'est justice pour un grand pays doté d'une longue tradition administrative et diplomatique, on a ici un réseau de relations politiques à l'intérieur et à l'extérieur, qui s'appuie sur un personnel administratif de grande compétence et à peu près stable dans sa composition, surtout pour les rapports avec de jeunes États en profonde mutation et instables. Une étude récente de l'ambassadeur André Lewin¹⁹, cet autre témoin, le confirme en ce sens qu'il s'agit finalement des mêmes hommes (ou leurs collaborateurs directs après leur sortie du cercle des affaires africaines) qui animent, en France, la politique africaine dans divers ministères, depuis la Libération. La politologue Marie-Christine Kessler²⁰ avait, elle aussi, montré, à propos des acteurs de la politique étrangère de la France, la même stabilité générale, les interconnexions entre ministères, entre État et secteur privé, dans un domaine qui apparemment est celui exclusif de la compétence de l'État, les limites qu'impose la structure systémique de cette politique. On semble retrouver la même chose ici, en lisant le témoignage de Jacques Foccart à propos de la politique africaine de la France jusqu'en 1974. Il n'y a pas eu, à notre sens, de système Foccart en dehors du système diplomatique français progressivement forgé depuis Talleyrand, sauf nouveau témoignage plus crédible ; il y a peut-être eu un style Foccart de conduite des affaires africaines de la France.
- 12 L'apport du témoignage de Jacques Foccart n'en est que plus utile pour dépersonnaliser les relations franco-africaines, les resituer dans le contexte de la guerre froide et, aujourd'hui, dans celui d'une mondialisation univoque et écrasante pour l'Afrique. La lecture de cette autobiographie et des cinq volumes apporte à l'historien de l'Afrique des matériaux pour approfondir la problématique de la dépendance objective de nos pays. Il s'agit de donner plus de place aux responsabilités africaines, par l'analyse à faire de la conception que les pères fondateurs de nos États avaient de l'indépendance nationale ou du développement de nos sociétés. Il s'agit aussi de prendre en compte le confort de nos inquiétudes individuelles ou de nos craintes de la violence d'État qui ont, jusqu'au début des années 1990, empêché la prise de parole du citoyen devant les collusions ou les compromissions de nos dirigeants avec des intérêts extérieurs parfois éloignés de ceux de nos jeunes États. Ici, l'action plus ou moins directe de ces intérêts géopolitiques et économiques, dont on soupçonne la présence surtout dans le *Journal* de Jacques Foccart, a pu peser sur le destin de nos États et pu réduire même notre capacité à maîtriser notre propre histoire. Merci à Jacques Foccart, l'Africain de Luzarches, pour son témoignage sur la post-colonisation française en Afrique noire.

NOTES

1. Foccart parle, I et II, 1995 et 1997. Voir aussi la thèse d'Éric Kocher-Marbœuf sur Jean-Marcel Jeanneney de 1959 à 1969, à paraître, Comité d'histoire économique et financière de la France, en 2003.
2. *Journal*, I, II, III, IV, V, 1997-2001.
3. Les nombreux ouvrages de journalistes comme Georges Chaffard, *Les Carnets secrets de la décolonisation*, Paris, Calmann-Lévy, tome I, 1965, 351 p. ; tome II, 1967, 443 p., ou Claude Wauthier, *Quatre Présidents et l'Afrique*, Paris, Éditions du Seuil, 1995, 717 p. ou Bernard Lefort, *Mes carnets secrets de la IV^e. L'aller et retour du Général*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, 452 p.
4. Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, Plon, tome 1, 1970, 317 p. et tome II, 1971, 224 p. ; Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, tome II, *L'Affrontement*, Paris, Compagnie 12, 1991, 486 p. ; François Mitterrand, *Présence française et abandon*, Paris, Plon, 1957, 243 p. et *Ma part de vérité*, Paris, Fayard, 1969, 207 p.
5. Michel Debré, *Mémoires*, tome III, *Gouverner, 1958-1962*, Paris, Albin Michel, 1988, 476 p. ; Pierre Messmer, *Les Blancs s'en vont*, Paris, Albin Michel, 1998.
6. Par exemple, Michel Aurillac, *L'Afrique à cœur : La coopération, un message d'avenir*, Paris, Berger-Levrault, 1987, 264 p. ; Jean-Pierre Cot, *À l'épreuve du pouvoir. Le tiers-mondisme pour quoi faire ?*, Paris, Éditions du Seuil, 1984, 224 p. ; Jacques Godfrain, *L'Afrique notre avenir*, Paris, M. Lafon, 1998, 304 p.
7. Pierre Messmer, *op. cit.*, p. 73-115.
8. Il y a près de 600 références à Félix Houphouët-Boigny dans le *Journal* contre environ 300 pour Léopold S. Senghor et parfois moins de 50 pour la plupart des autres chefs d'État africains de ce temps.
9. Paul-Henri Siriex, *Félix Houphouët-Boigny, homme de la paix*, Paris, Seghers / Abidjan, Dakar, Nouvelles Éditions africaines, 1975, 364 p.
10. Foccart nous indique même que le président Félix Houphouët-Boigny participe financièrement aux campagnes électorales françaises ; *Journal*, V, p. 81.
11. Rapport Jean-Marcel Jeanneney de 1963 ; rapport Stéphane Hessel de 1976 ; la tentative « tiers-mondiste » de Claude Cheysson et Jean-Pierre Cot en 1981-1982.
12. *Journal*, V, p. 345.
13. En 1971, le président Bongo dit à l'ambassadeur de France, Maurice Delauney : « Je tiens à vous signaler qu'ici en Afrique ce n'est pas comme ailleurs ; les affaires sont à traiter avec nous, les chefs d'État, donc au Gabon avec moi, et voici mon numéro de téléphone », *Journal*, IV, p. 23.
14. *Ibid.*, p. 117.
15. Voir, par exemple, Pierre Messmer, qui montre que, de 1962 à 1992, il y a eu seize interventions militaires françaises, sans compter « les interventions plus réduites mais fréquentes et discrètes », *op. cit.*, p. 235-269.
16. *Journal*, I, p. 65 ; *Journal*, V, p. 342-344.
17. *Journal*, V, p. 348.
18. *Ibid.*, p. 611.
19. *Géopolitique africaine*, n° 4, novembre 2001, p. 237-254.
20. *La Politique étrangère de la France. Acteurs et processus*, Paris, Presses de Sciences po, 1999.